

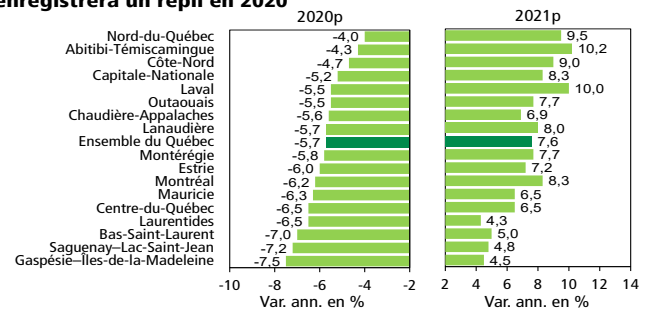
POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Survol économique des régions du Québec en 2020 et en 2021

La crise de la COVID-19 que nous connaissons actuellement a mené à une révision marquée à la baisse de la croissance économique de toutes les régions du Québec pour 2020, et ce, à l'instar de la province (graphique 1). Un rebond des économies régionales et du Québec est toutefois attendu en 2021. En effet, depuis le début du déconfinement en mai, la récupération de l'économie est commencée, mais elle sera graduelle. Pour l'ensemble des régions du Québec, il est prévu de revenir au niveau d'activité économique qui prévalait avant la pandémie vers la mi-2022. Toutefois, les prévisions pourraient être revues à la baisse si une importante deuxième vague devait survenir. Ceci représente le risque le plus important à l'heure actuelle au scénario de prévisions. La crise sanitaire et économique affecte toujours de nombreux pays et l'incertitude perdure.

La rapidité de la relance des activités économiques variera d'une région à l'autre et elle dépendra de nombreux facteurs, dont la reprise des secteurs moteurs, la performance des chaînes d'approvisionnement ainsi que la capacité des entreprises à concilier la rentabilité et le défi que constitue le respect de la conformité aux nouvelles exigences de la santé publique, dont les mesures de distanciation sociale.

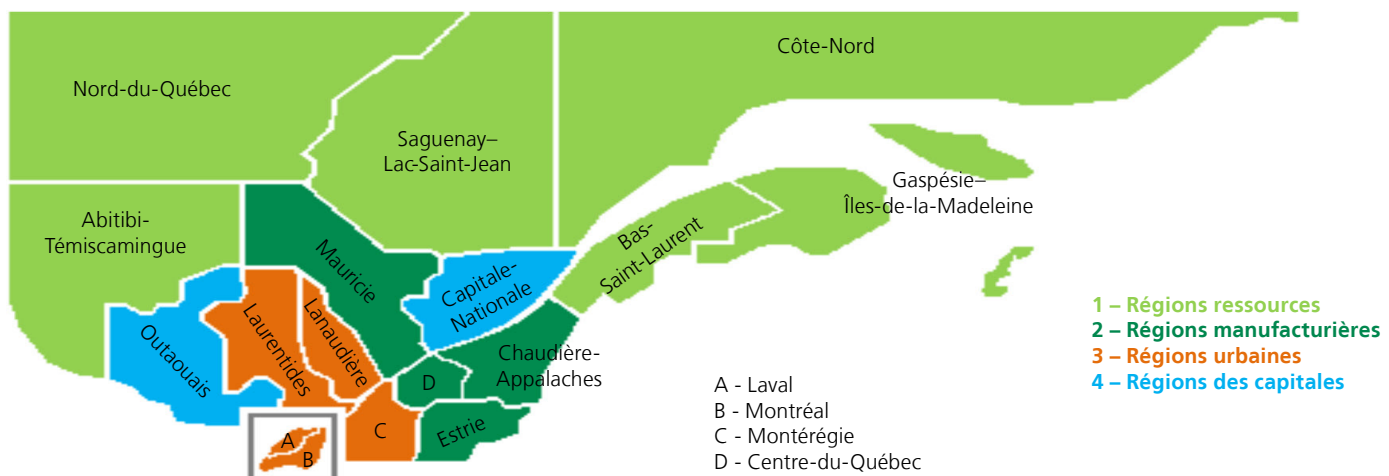
GRAPHIQUE 1
La croissance du PIB nominal de toutes les régions du Québec enregistrera un repli en 2020



p : prévisions de Desjardins
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

CARTE 1

Les régions du Québec



Source : Desjardins, Études économiques

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Chantal Routhier, économiste senior
Desjardins, Études économiques : 418-835-2450 ou 1 866-835-8444, poste 5562450 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2020, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

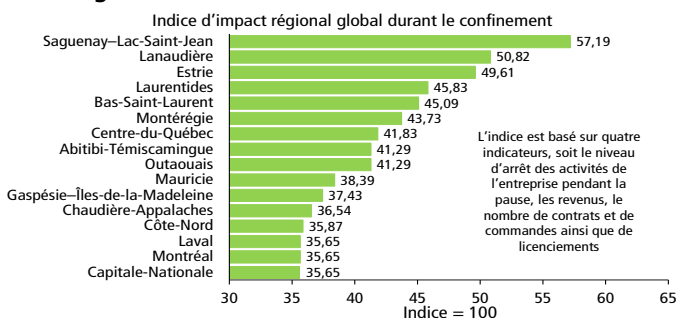
L'ensemble des régions et des industries affectées par la pandémie à divers degrés

La reprise économique est entamée au Québec ainsi que dans de nombreuses régions, mais elle sera graduelle. Cependant, il faut s'attendre à ce qu'il y ait une disparité entre celles-ci. La vitesse de relèvement est liée, notamment, aux secteurs économiques touchés, à la capacité des entreprises à s'ajuster aux nouvelles règles de la santé publique, mais également à leur degré d'adhésion au virage numérique. Pour l'ensemble des régions du Québec, il est prévu de revenir au niveau d'activité économique qui prévalait avant la pandémie vers la mi-2022.

Selon l'indice d'impact global régional par région administrative, publié le 24 mai 2020 par la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), les économies régionales ont été affectées à divers degrés par la pandémie. Ces données, présentées au graphique 2, l'illustrent très bien. Rappelons que lors de la période de confinement au Québec, « 54 % des entreprises ont connu des baisses de plus de 50 % du niveau de leurs activités (production ou prestation de services) et 45 % des entreprises ont subi une baisse de revenus de plus de 50 % »¹.

GRAPHIQUE 2

L'indice d'impact régional global par région administrative varie d'une région à l'autre

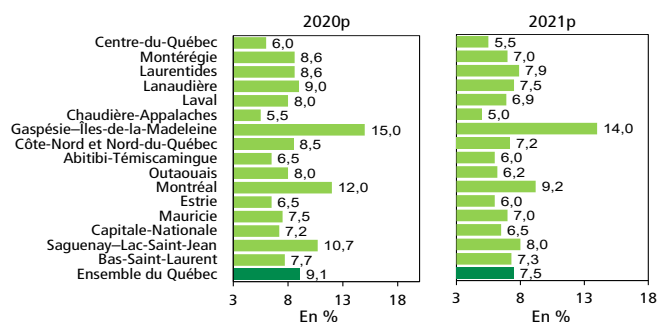


Sources : Fédération des chambres de commerce du Québec et Desjardins, Études économiques

Bien que la reprise soit entamée depuis le début du déconfinement en mai dernier, il faudra du temps au marché du travail pour revenir au niveau d'avant la crise de la COVID-19. Ce dernier se relève progressivement, alors que la moyenne mobile trois mois de l'emploi est revenue en territoire positif en juillet (tableau 1 à la page 5). Les taux de chômage, qui ont atteint des pics historiques en avril, en mai et en juin reviendront à des niveaux plus faibles d'ici la fin de l'année (graphique 3).

GRAPHIQUE 3

Taux de chômage en 2020 et en 2021



p : prévisions de Desjardins

Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Malgré l'amélioration, il y a encore plusieurs secteurs très touchés, dont l'hébergement, la restauration, le commerce de détail et le divertissement, en raison notamment des mesures de distanciation sociale qui sont plus difficiles à appliquer. Dans ce contexte, ces derniers prendront plusieurs trimestres pour revenir au niveau d'activité d'avant la crise. Ainsi, d'autres fermetures définitives d'établissements pourraient survenir au cours de cette période. Pour les entreprises tournées vers les exportations, il faudra vraisemblablement attendre la fin de 2021 pour retrouver les niveaux d'avant la pandémie. Les exportations resteront notamment affaiblies par les difficultés de l'économie mondiale.

Le tourisme, un moteur économique d'importance pour les régions du Québec, prendra du temps à se relever et il pourrait laisser dans son sillage d'autres mises à pied et des fermetures d'entreprises. Néanmoins, plusieurs initiatives à travers la province ont été mises de l'avant pour inciter les Québécois à découvrir les régions cet été et un plan de soutien à hauteur de 753 M\$ a été lancé par le gouvernement du Québec pour soutenir ce secteur.

En parallèle, on a constaté que les touristes québécois ont été davantage attirés par la villégiature et des vacances en nature, notamment en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et sur la Côte-Nord, et ce, au détriment des centres urbains qui ont été beaucoup moins fréquentés qu'à l'habitude, notamment à Montréal² et à Québec. On l'a d'ailleurs observé en Gaspésie l'été dernier, où la déferlante de touristes a atteint des niveaux inégalés. Dans les centres-villes, la rareté de visiteurs et de clients d'affaires réguliers a été très partiellement palliée par la réouverture progressive des tours de bureaux des entreprises privées à compter du 18 juillet. Toutefois, le taux d'occupation des locaux ne peut dépasser 25 % des effectifs.

¹ Grande enquête sur les impacts économiques régionaux de la COVID-19, Fédération des Chambres de commerce du Québec, 24 mai 2020.

² La métropole prévoit accueillir à peine 1 million de touristes cette année, plutôt que les 11 millions qui s'y rendent normalement, sans compter l'annulation des événements sportifs et culturels, dont les nombreux festivals. Source : *Les restaurants et les bars en arrachent*, La Presse, 26 juillet 2020. (Consulté le 26 juillet 2020).

Par ailleurs, au terme du [mandat de priorisation économique](#) confié à chacune des régions du Québec en juin dernier émis par le gouvernement du Québec, toutes les régions du Québec ont mis en place leur plan de relance ciblant au moins « trois projets structurants, mobilisateurs et innovateurs pour leur territoire, lesquels permettront notamment de saisir des occasions d'affaires et de favoriser la relance de l'économie »³. Plusieurs municipalités régionales de comté et villes ont aussi établi leur plan pour la reprise de leur économie.

En parallèle, des organismes régionaux, dont l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et la FCCQ ont également lancé leur plan pour préparer l'après-COVID-19. Ils identifient les actions à réaliser afin de soutenir l'économie de la province et les régions dans leurs efforts de relance. De plus, le gouvernement du Québec devrait déposer un nouveau projet de loi à l'automne afin de permettre l'accélération de projets d'infrastructures à travers la province pour stimuler l'économie québécoise durement affectée par la crise sanitaire et économique.

Une évolution contrastée pour les régions ressources

Le rythme de la relance économique des régions ressources sera contrasté. D'une part, le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine prendront davantage de temps à remonter la pente que leurs consœurs, car plusieurs de leurs industries motrices continueront d'éprouver des difficultés. Toutefois, la remontée rapide des prix de plusieurs ressources est encourageante.

En mars et en avril, les mesures de confinement ont limité, notamment, l'activité dans les usines de sciage. Depuis, les opérations ont repris grâce au déconfinement progressif et aux prix exceptionnellement élevés du bois d'œuvre cet été sur le marché nord-américain. Du côté agricole, le manque de précipitations au début de l'été à la grandeur du Québec génère des préoccupations pour les producteurs. La carence de l'offre de foin qui en découle est aussi une situation critique ainsi que la hausse du prix marquée qui devrait en résulter. Un comité de crise a toutefois été mis en place pour trouver des pistes de solution.

En parallèle, ces régions doivent toujours faire face à d'importants enjeux et défis qui existaient avant la pandémie et qui perdurent notamment dans la foresterie (conflit sur le bois d'œuvre et prix élevé de la fibre) et l'agriculture (pénurie de main-d'œuvre, notamment étrangère, difficultés sur le plan de la relève et problèmes d'accès aux marchés étrangers). Dans ce contexte, la rapidité de leur reprise économique sera moins forte qu'au Québec.

D'autre part, les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec devraient récupérer plus rapidement grâce à la présence du secteur minier qui continuera à bien faire. En effet, l'activité minière n'a pas été interrompue très longtemps durant le confinement et les projets en cours se poursuivent. De plus, la vigueur des investissements miniers au cours des deux dernières années continuera à se répercuter favorablement sur l'activité minière en 2020. Pour 2021, celle-ci devrait se maintenir.

Du côté du prix de l'or, des sommets ont été atteints récemment. La pandémie, la faiblesse des taux obligataires et l'incertitude liée aux tensions commerciales sino-américaines, notamment, continueront à soutenir la demande. En moyenne, le prix de l'or devrait atteindre 1 790 \$ US l'once en 2020 et 1 835 \$ US l'once en 2021 (1 393 \$ US l'once en 2019). Dans les métaux de base, les perspectives s'éclaircissent après la chute observée au printemps. L'indice LME (*London Metal Exchange*) des métaux de base devrait se chiffrer à 2 700 cette année et à 2 870 l'an prochain (2 854 en 2019).

Une reprise quelque peu inégale dans les régions manufacturières

L'industrie manufacturière dans son ensemble a été très affectée et certains sous-secteurs mettront du temps à revenir à leur niveau d'activité d'avant la crise de la COVID-19, dont la fabrication de vêtements, l'extraction du pétrole et du charbon ainsi que les usines de textile. Dans ces industries, d'autres mises à pied ou des fermetures définitives d'entreprises pourraient survenir. Ces industries sont notamment présentes en Mauricie, en Chaudière-Appalaches et au Centre-du-Québec.

D'autres sphères d'activité, notamment la fabrication de machines et de papier spécialisé (papier tissus, papier d'emballage et carton), présentes, entre autres, en Mauricie, en Estrie et au Centre-du-Québec, tireront mieux leur épingle du jeu.

Dans l'ensemble, il sera difficile pour les régions manufacturières d'enregistrer une croissance économique plus forte qu'au Québec, d'autant plus qu'elles affichent une progression démographique plus modeste et que le vieillissement s'accélère.

Plus de la majorité des économies des régions urbaines rebondiront plus rapidement qu'au Québec en 2021

Les régions urbaines ont été durement affectées par la crise de la COVID-19, surtout les municipalités du Grand Montréal. D'ailleurs, la période de confinement y a été plus longue qu'ailleurs au Québec. Nonobstant cela, leurs économies se replieront, en moyenne, moins vite qu'au Québec en 2020 et elles se relèveront à un rythme généralement plus soutenu en 2021.

³ [Relance économique au Québec - Mandat de priorisation : des consultations bénéfiques pour l'économie régionale](#), Ministère de l'Économie et de l'Innovation, 15 juillet 2020.

Leur structure économique, axée sur les services, a permis aux entreprises de s'adapter rapidement à la nouvelle réalité, surtout par le biais du télétravail. Dans ce contexte, les impacts négatifs sur les entreprises ont été moindres que dans d'autres secteurs, dont le manufacturier et le divertissement. Pour les Laurentides, cela restera plus difficile, car l'une de ses industries phares, l'aéronautique, risque de faire preuve de faiblesse à moyen terme.

Par ailleurs, ces régions continuent de bénéficier des plus fortes croissances démographiques du Québec, ce qui apporte un bon soutien à leur économie. Également, la construction du Réseau express métropolitain (REM) continuera de stimuler les investissements et de nombreux développements résidentiels se poursuivront aux abords des futures stations.

Des économies moins affectées en 2020 pour les régions des capitales

Comme ailleurs au Québec, les régions des capitales ont été affectées par la pandémie. Toutefois, les deux régions ont bénéficié de la forte présence du secteur public qui offre une bonne stabilité pour amoindrir le choc de la crise sanitaire sur leurs activités économiques. Elles devraient bien remonter la pente, et ce, à une cadence plus rapide qu'au niveau provincial en 2021.

La diversification des activités dans la Capitale-Nationale depuis une trentaine d'années dans des secteurs à croissance rapide (optique-photonique, jeux vidéo, etc.) lui sera bénéfique. Pour l'Outaouais, la fonction publique demeure toujours un moteur économique d'importance et représentait 31 % de son PIB en 2017 et elle comptait pour 23 % de l'emploi total. La région bénéficie de l'une des croissances démographiques parmi les plus importantes au Québec, ce qui stimule plusieurs de ses secteurs d'activité économique.

Plusieurs projets en infrastructures dans ces deux régions sont en cours et à venir. Pour la Capitale-Nationale, on note la construction du nouveau complexe hospitalier (NCH) à Québec (2 G\$), l'élargissement de l'autoroute Henri-IV (291 M\$) et la construction de l'usine de production de vaccins de Medicago (245 M\$). Du côté de l'Outaouais, il y a le développement Domaine du Vieux-Port, phases II et III (700 M\$), la construction d'un nouveau centre de préservation d'archives (330 M\$) et le développement mixte AGORA (250 M\$).

Conclusion

Avec le déconfinement graduel, la reprise économique est bel et bien amorcée et elle devrait s'étendre jusqu'à la mi-2022. Toutefois, les prévisions pourraient être revues à la baisse si une importante deuxième vague de la pandémie devait survenir. Cela constitue le risque le plus important à l'heure actuelle au scénario de prévisions. La crise de la COVID-19 affecte encore de nombreux pays et l'incertitude perdure. Enfin, la rapidité de l'adaptation des entreprises et des PME à la nouvelle réalité sanitaire sera un élément incontournable de la réussite de la relance de leurs activités. À l'image de ce que l'on observe à la grandeur de la planète s'ajoutent, notamment, l'amélioration et le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement, la hausse de la pénétration du numérique, l'augmentation de la productivité en prenant le virage 4.0 et la spécialisation ainsi que le développement de produits de niche.

Chantal Routhier, économiste senior

TABLEAU 1
Marché de l'emploi¹ des régions du Québec en 2020

EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	DONNÉES MENSUELLES EN 2020							VARIATION (%)
	Janvier	Février	Mars ²	Avril ³	Mai ⁴	Juin	Juillet	Juillet versus février ⁵
Ensemble du Québec								
Emploi (nombre)	4 344,8	4 364,8	4 289,8	4 023,0	3 826,5	3 800,4	3 992,4	-8,5
<i>Variation mensuelle</i>	0,0	0,5	-1,7	-6,2	-4,9	-0,7	5,1	
Taux de chômage	5,3	4,9	5,9	9,7	12,9	13,8	11,3	6,4
Bas-Saint-Laurent								
Emploi (nombre)	88,5	87,8	87,9	82,8	79,5	78,7	83,7	-4,7
<i>Variation mensuelle</i>	-2,7	-0,8	0,1	-5,8	-4,0	-1,0	6,4	
Taux de chômage	5,3	5,2	5,2	9,3	11,6	12,3	9,1	3,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean								
Emploi (nombre)	128,7	128,4	125,2	116,1	109,4	110,3	118,0	-8,1
<i>Variation mensuelle</i>	-0,4	-0,2	-2,5	-7,3	-5,8	0,8	7,0	
Taux de chômage	5,8	6,2	7,5	12,8	16,1	16,5	11,7	5,5
Capitale-Nationale								
Emploi (nombre)	388,7	385,8	376,7	353,1	335,9	339,1	364,5	-5,5
<i>Variation mensuelle</i>	-2,2	-0,7	-2,4	-6,3	-4,9	1,0	7,5	
Taux de chômage	4,4	4,4	5,9	9,4	12,0	11,8	8,8	4,4
Mauricie								
Emploi (nombre)	127,5	132,7	130,6	123,0	114,8	113,0	117,3	-11,6
<i>Variation mensuelle</i>	5,3	4,1	-1,6	-5,8	-6,7	-1,6	3,8	
Taux de chômage	5,8	4,8	6,6	9,7	13,1	13,0	10,8	6,0
Estrie								
Emploi (nombre)	165,2	167,2	165,9	156,5	152,4	150,7	158,2	-5,4
<i>Variation mensuelle</i>	-0,6	1,2	-0,8	-5,7	-2,6	-1,1	5,0	
Taux de chômage	4,4	4,1	4,6	8,6	10,1	10,9	7,4	3,3
Montréal								
Emploi (nombre)	1 113,8	1 117,1	1 096,1	1 036,6	977,7	958,0	974,3	-12,8
<i>Variation mensuelle</i>	0,3	0,3	-1,9	-5,4	-5,7	-2,0	1,7	
Taux de chômage	7,5	7,0	7,4	10,3	13,6	15,8	15,6	8,6
Outaouais								
Emploi (nombre)	202,7	203,2	200,8	189,5	180,7	178,7	184,6	-9,2
<i>Variation mensuelle</i>	-1,1	0,2	-1,2	-5,6	-4,6	-1,1	3,3	
Taux de chômage	5,2	5,0	5,8	8,8	10,8	11,3	9,4	4,4
Abitibi-Témiscamingue								
Emploi (nombre)	73,8	73,6	72,1	66,9	62,7	62,7	65,9	-10,5
<i>Variation mensuelle</i>	-1,5	-0,3	-2,0	-7,2	-6,3	0,0	5,1	
Taux de chômage	4,1	3,5	4,9	8,8	11,9	10,6	7,3	3,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec								
Emploi (nombre)	55,1	55,0	53,9	50,5	48,3	47,7	49,4	-10,2
<i>Variation mensuelle</i>	-0,2	-0,2	-2,0	-6,3	-4,4	-1,2	3,6	
Taux de chômage	5,8	4,8	5,5	9,5	13,2	13,6	9,4	4,6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleines								
Emploi (nombre)	34,3	34,1	33,3	30,1	27,7	27,3	27,9	-18,2
<i>Variation mensuelle</i>	1,8	-0,6	-2,3	-9,6	-8,0	-1,4	2,2	
Taux de chômage	14,4	13,9	14,2	15,1	15,6	15,0	15,0	1,1
Chaudière-Appalaches								
Emploi (nombre)	223,6	224,9	225,8	212,6	208,1	207,4	223,0	-0,8
<i>Variation mensuelle</i>	0,3	0,6	0,4	-5,8	-2,1	-0,3	7,5	
Taux de chômage	3,8	3,5	3,8	7,5	9,2	10,6	6,2	2,7
Laval								
Emploi (nombre)	208,2	213,0	208,4	194,4	187,2	197,1	215,0	0,9
<i>Variation mensuelle</i>	-0,9	2,3	-2,2	-6,7	-3,7	5,3	9,1	
Taux de chômage	4,0	4,1	5,9	11,1	14,2	13,5	9,0	4,9
Lanaudière								
Emploi (nombre)	269,0	273,1	275,1	265,0	259,1	256,8	265,3	-2,9
<i>Variation mensuelle</i>	1,0	1,5	0,7	-3,7	-2,2	-0,9	3,3	
Taux de chômage	4,1	3,9	5,6	9,0	14,1	13,4	12,2	8,3
Laurentides								
Emploi (nombre)	305,5	299,5	286,7	259,8	245,6	244,5	265,7	-11,3
<i>Variation mensuelle</i>	-0,4	-2,0	-4,3	-9,4	-5,5	-0,4	8,7	
Taux de chômage	5,4	5,4	6,6	11,2	14,0	14,6	10,9	5,5
Montérégie								
Emploi (nombre)	826,9	834,2	816,5	760,9	721,6	719,3	766,1	-8,2
<i>Variation mensuelle</i>	0,1	0,9	-2,1	-6,8	-5,2	-0,3	6,5	
Taux de chômage	3,9	3,2	4,3	9,4	13,1	14,2	10,9	7,7
Centre-du-Québec								
Emploi (nombre)	133,4	135,0	134,9	124,9	115,8	108,9	113,5	-15,9
<i>Variation mensuelle</i>	3,8	1,2	-0,1	-7,4	-7,3	-6,0	4,2	
Taux de chômage	2,0	1,6	2,5	7,0	10,7	11,5	7,6	6,0

¹ Moyenne mobile 3 mois; ² Début du confinement; ³ Confinement; ⁴ Début du déconfinement; ⁵ Écart en points de pourcentage pour le taux de chômage.
Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques